



Projet Mathiot : la CGT Educ'action ne laissera pas faire

jeudi 25 janvier 2018, par [Bariaud](#)



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

Projet Mathiot : la CGT Educ'action ne laissera pas faire

L'inégalité au service de la sélection pour les élèves, des dangers pour les postes et les conditions de travail des personnels, c'est cela le projet de réforme du baccalauréat dévoilé ce mercredi 24 janvier.

Pour les élèves, ce projet ne fait que construire un lycée du tri et de l'orientation précoce. Les disciplines majeures sont mises en place pour permettre d'évaluer les attendus prévus par la réforme Vidal et ce n'est ainsi pas un hasard que leur évaluation au baccalauréat soit avancée au printemps pour la prise en compte dans Parcoursup. Le lycée général et technologique que propose la mission Mathiot n'est finalement qu'une façon d'orienter les élèves vers le supérieur, dès la fin de seconde, par leurs choix de disciplines majeures.

La ministre de l'enseignement supérieur cherche à imposer la sélection à l'entrée de l'université, celui de l'Éducation nationale cherche à le faire dès la seconde pour les élèves des voies générales et technologiques. Pour celles et ceux de la voie professionnelle, sélectionnés dès la 3^{ème}, ne restera « au mieux », comme poursuite d'étude, que les places que l'institution voudra bien leur laisser en section de technicien supérieur.

Loin d'un enseignement général commun à toutes les séries, avec des heures d'approfondissement dans certaines disciplines, que revendique la CGT Educ'action, le tronçonnage commun du projet ne serait qu'un alibi cachant une hyperspécialisation.

Le projet tourne ainsi le dos à un lycée émancipateur, aboutissement de la construction d'une culture générale et technologique commune et va aggraver les déterminismes sociaux déjà à l'œuvre actuellement dans le choix des séries, entre les élèves des milieux favorisés, qui sauront choisir les bonnes majeures en fonction des « attendus » de Parcoursup et les autres. Il risque également d'accroître les disparités territoriales entre établissements en mesure de proposer tous les choix de majeures et les autres.

Quant au baccalauréat, sa vocation de 1^{er} grade universitaire, ouvrant aux bacheliers les licences de leur choix, serait gravement remise en cause avec le poids du contrôle continu et la sélection découlant de la prise en compte des seules épreuves « majeures ».

Pour les personnels, le projet laisse présager une forte baisse des horaires élèves et des regroupements de classes avec la fin des séries, plus particulièrement dans certaines disciplines comme la SVT par exemple.

L'inégalité au service de la sélection pour les élèves, des dangers pour les postes et les conditions de travail des personnels, c'est cela le projet de réforme du baccalauréat dévoilé ce mercredi 24 janvier.

Pour les élèves, ce projet ne fait que construire un lycée du tri et de l'orientation précoce. Les disciplines majeures sont mises en place pour permettre d'évaluer les attendus prévus par la réforme Vidal et ce n'est ainsi pas un hasard que leur évaluation au baccalauréat soit avancée au printemps pour la prise en compte dans Parcoursup.

Le lycée général et technologique que propose la mission Mathiot n'est finalement qu'une façon d'orienter les élèves vers le supérieur, dès la fin de seconde, par leurs choix de disciplines majeures.

La ministre de l'enseignement supérieur cherche à imposer la sélection à l'entrée de l'université, celui de

l'Éducation nationale cherche à le faire dès la seconde pour les élèves des voies générales et technologiques. Pour celles et ceux de la voie professionnelle, sélectionné·es dès la 3ème, ne restera « au mieux », comme poursuite d'étude, que les places que l'institution voudra bien leur laisser en section de technicien supérieur.

Loin d'un enseignement général commun à toutes les séries, avec des heures d'approfondissement dans certaines disciplines, que revendique la CGT Educ'action, le tronc commun du projet ne serait qu'un alibi cachant une hyperspécialisation.

Le projet tourne ainsi le dos à un lycée émancipateur, aboutissement de la construction d'une culture générale et technologique commune et va aggraver les déterminismes sociaux déjà à l'œuvre actuellement dans le choix des séries, entre les élèves des milieux favorisés, qui sauront choisir les bonnes majeures en fonction des « attendus » de Parcoursup et les autres.

Il risque également d'accroître les disparités territoriales entre établissements en mesure de proposer tous les duos de majeures et les autres.

Quant au baccalauréat, sa vocation de 1er grade universitaire, ouvrant aux bachelier·ères les licences de leur choix, serait gravement remise en cause avec le poids du contrôle continu et la sélection découlant de la prise en compte des seules épreuves « majeures ».

Pour les personnels, le projet laisse présager une forte baisse des horaires élèves et des regroupements de classes avec la fin des séries, plus particulièrement dans certaines disciplines comme la SVT par exemple.

Enfin, la volonté de « semestrialiser » le lycée constituerait une remise en cause des obligations de service hebdomadaires des enseignant·es par une annualisation et aurait aussi un impact évident sur d'autres personnels comme les personnels de laboratoire par exemple.

La CGT Educ'action portera auprès du ministre le refus de ce projet proprement réactionnaire et le combattra, comme elle combat l'introduction de la sélection à l'université qui n'est que l'autre face d'une même pièce.

Elle appelle dès maintenant les personnels à construire la mobilisation par la grève, avec les personnels de l'enseignement supérieur, les étudiant·es et les lycéen·nes, les 1er et 6 février.

Montreuil, le 25 janvier 2018